

AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT EN AFRIQUE SUB-SAHARIENNE: UNE ANALYSE DES ORIGINES, DES CONTRAINTES ET DES CONSEQUENCES D'UNE CRISE AGRICOLE QUI NECESSITE UN CONCOURS PLUS CONSISTANT DE L'AIDE INTERNATIONALE AU DEVELOPPEMENT ET LA VOLONTE POLITIQUE DE L'ETAT ZAÏROIS

Kashema MUZIGWA

Université de Liège, CERER-Pisciculture

ABSTRACT Zaïrian children and pregnant women suffer from undernutrition and malnutrition. This is partly due to the lack of funding allocated to the Ministry of Agriculture compared with that to the Ministries of Energy and National Defense in this country. Since 1973 there has been no political power willing to fund sufficiently this ministry although it has been claimed to be the most important priority. Furthermore, insufficient aid to development, adverse change in the international terms of exchange, the imposition of price to the African agro-industrial products and the European agricultural protectionism together comprise a strong obstacle for this country to organize its infrastructure for commercialisation and regional supplying system. Accordingly, compared with other Subsaharian countries (Kenya, Burundi, Ivory Cost) Zaïrian situation is now getting worse, facing chronicle food shortage which could lead in the very near future to famine in some regions.

Key Words: Agriculture crisis; Food shortage; Insufficient funding; Zaïre.

INTRODUCTION

Bien que depuis plus de 20 ans l'Agriculture ne cesse d'être proclamée une priorité des priorités (déclaration de politique générale de 1969) dans ce pays, il ne paraît pas qu'une certaine volonté politique ait concrétisé ces propos. En effet, nous référant aux objectifs assignés à l'agriculture zaïroise, à savoir,

1. Produire des denrées alimentaires de base en vue d'assurer à la population une alimentation saine et équilibrée et si possible arriver à les exporter;
2. Fournir les matières premières aux industries locales;
3. Promouvoir les cultures d'exportation source génératrice des devises nécessaires à l'acquisition des biens d'équipement pour le développement du pays; face aux réalités sur le terrain, d'aucun ne soutiendrait ces déclarations de démagogues. Cette stratégie est encore mieux définie dans le "Manifeste de la N'Sele" (Charte-programme qui définit les orientations politiques du Mouvement Populaire de la Révolution (M. P. R.), le Parti de Maréchal Président Mobutu Sese Seko).

Dès lors, partant de ces considérations, la production agricole du Zaïre se divise en deux catégories, à savoir, la production agro-industrielle et la production

vivrière. Il est cependant regrettable de constater que sous la deuxième République, le Régime Mobutu n'a fait que placer la charrue devant le boeuf, en concentrant tous ses efforts à l'exploitation minière plutôt qu'à l'Agriculture, base de tout développement. Quelle contradiction quand on sait que pour paraphraser l'homme du 24 novembre 1965: "*Demain la puissance d'un Etat sera mesurée à la capacité dont il disposera de pouvoir nourrir sa population.*" D'ailleurs, pour mémoire, faut-il rappeler que le développement industriel de l'Occident passe d'abord par l'autosuffisance alimentaire? Aujourd'hui, l'aide alimentaire constitue l'une des armes la plus utilisée pour narguer les Etats de l'Afrique noire. Plus de 35% du Produit National Brut (PNB) des Etats de l'Afrique noire sont consacrés à l'achat des devises pour l'importation des denrées alimentaires européennes. La taille des familles africaines et la non compétitivité de l'agriculture (méthodes culturales ancestrales, la désertification progressive du continent africain, la sécheresse), la mauvaise gestion (par quelques dirigeants), les détournements des fonds publics et l'irresponsabilité de certains chefs de service, tout cela rend la situation de plus en plus dramatique.

Tableau 1. Composition moyenne de l'assiette du consommateur zaïrois (Année 1982* comparée à 1991**).

Sources	Pourcentage (%)			
	1982		1991	
GLUCIDES	65	100	69	100
Manioc		60		61,6
Autres féculents		5		18,6
Riz		20		3,8
Maïs		10		10,4
Légumes		5		5,6
LIPIDES	25	100	19,4	100
Huile de palme		50		51,4 (1)
Légumineuses		25		26
Poissons		25		22,6 (2)
PROTIDES	10	100	11,7	100
Légumineuses		50		43,8
Poissons		24		20
Viande		5		11,6
Volaille		1		2,4
Insectes		5		5,8
Gibier		15		16,4

Note: Légumineuses inclus les haricots, le soja, la courge, les arachides et les autres légumineuses de moindre importance en alimentation. S'agissant du % total en protides, nous avons ajouté 2,8% (apports des fruits) à l'apport total des légumineuses (soit 43,8%) au lieu de 41,0% pour l'année 1991.

(1) Apports de l'huile de palme et de noix de palme.

(2) Apports des poissons, de la viande et des insectes.

*: Ministère de l'Agriculture, Rapports et Synthèses Avril, 1987. Etudes régionales pour la Planification Agricole. Project 660-070. USAID.

** : Résultats d'enquête sur le terrain au Zaïre du 5 Juillet 1991 au 5 Décembre 1991, mission financée par l'AGCD/ABOS et l'Université de Liège/CERER — Aquaculture.

Tableau 2. Composition moyenne (%) de l'assiette du commun des zairois en 1991.*

Régions Nutriments	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
GLUCIDES	73,0	65,0	68,5	66,1	70,5	68,2	70,6	67,3	71,6	69,0
Maïs	22,1	4,6	12,3	1,8	10,4	12,1	17,0	7,4	5,9	10,4
Manioc	58,0	61,6	66,2	64,1	60,3	62,3	58,7	62,3	60,5	61,6
Riz	3,0	6,8	1,5	4,8	4,0	8,4	1,4	0,8	3,2	3,8
Bananes	2,4	5,1	—	1,2	2,8	—	—	1,6	2,8	2,6
Légumes	2,2	1,7	8,2	10,2	3,8	5,4	7,1	3,6	8,3	5,6
Ignames	—	3,8	4,3	5,0	0,2	1,2	0,8	2,7	2,5	2,6
Plantain	—	5,4	3,5	3,2	6,3	—	—	10,2	1,5	5,0
Pain	8,3	3,9	2,1	4,3	3,2	4,6	6,8	6,5	1,3	4,6
P. de terre	—	—	—	—	2,7	2,1	—	—	5,1	3,3
Patates douces	—	3,1	—	—	—	—	—	—	3,6	3,4
Fruits	2,4	3,2	1,6	4,3	1,4	2,1	1,9	3,3	3,0	2,6
Sorgho	—	—	—	—	—	—	—	—	0,8	0,8
Insectes	1,6	0,8	0,3	1,1	4,9	1,8	6,3	1,6	1,5	2,2
PROTIDES	10,0	15,0	7,6	11,5	11,8	11,4	10,5	14,2	13,4	11,7
Arachides	3,1	3,7	7,7	4,4	7,3	3,6	2,9	4,6	3,8	4,6
Poissons	19,2	20,5	10,9	12,1	28,5	27,2	30,2	20,5	10,6	20,0
Haricots	15,5	9,2	32,7	20,9	14,5	21,0	24,3	10,3	28,5	19,6
Soja	4,7	—	5,0	7,8	4,4	—	—	2,7	5,3	5,0
Viande	12,3	14,0	3,1	7,9	11,8	22,6	7,2	12,5	12,6	11,6
Courge	—	2,0	3,6	3,1	3,7	3,5	7,9	1,7	1,7	3,4
Légumineuses	16,3	17,8	11,6	9,7	6,1	1,7	1,2	5,3	6,0	8,4
Insectes	4,1	4,4	5,1	3,2	1,8	5,9	8,6	10,7	0,3	4,9
Fruits	7,1	8,3	2,2	10,4	3,9	1,0	0,3	7,9	10,7	5,7
Gibier	15,8	15,6	16,9	18,3	14,3	11,7	15,3	21,6	17,2	16,4
Volailles	1,9	3,5	1,2	2,2	3,7	1,8	2,1	2,2	3,3	2,4
LIPIDES	17,0	20,0	23,9	22,4	18,0	20,4	19,3	18,5	15,0	19,4
Huile de palme	50,7	45,8	50,2	55,2	50,2	48,6	54,7	47,8	51,5	50,2
Poissons	18,4	19,6	14,8	11,6	18,6	13,3	13,6	15,5	14,4	15,5
Arachides	1,8	2,6	3,4	1,0	2,4	1,1	0,5	1,0	0,6	1,6
Haricots	2,2	3,0	2,1	3,5	0,6	1,7	2,6	0,3	2,2	2,0
Viande	5,0	6,2	6,8	2,4	4,5	3,2	5,9	4,7	3,6	4,7
Soja + Légumes	20,0	20,8	17,8	20,0	20,9	26,0	20,0	23,4	20,2	21,0
Noix de palme	—	—	1,7	2,3	0,3	0,4	1,1	1,8	1,0	1,2
Fruits	1,3	2,1	0,4	2,7	0,8	2,3	0,1	0,6	2,7	1,4
Insectes	0,6	0,9	2,8	1,3	2,7	3,4	1,5	4,9	3,8	2,4

1: Shaba; 2: Haut-Zaïre; 3: Bandundu; 4: Bas-Zaïre; 5: Kinshasa; 6: K. Oriental; 7: K. Occidental; 8: Equateur; 9: Kivu; 10: Moyenne nationale.

*: Echantillons prélevés auprès des 10 ménages par région et ce grâce au concours financier de l'AGCD (ABOS) et de l'Université de Liège.

DE QUOI SE NOURRIT LE ZAIROIS EN GENERAL?

Les chiffres des Tableaux 1 et 2 sont alarmants et même révoltants. Ce que le consommateur zairois encaisse aujourd'hui est une conséquence de trois décennies où l'Agriculture vivrière n'a pas été soutenue ni par les opérateurs économiques et encore moins par le pouvoir politique. Les chiffres de 1991 sont assez éloquentes Tableau 2. La moyenne nationale (en %) ne peut-être que mauvaise.

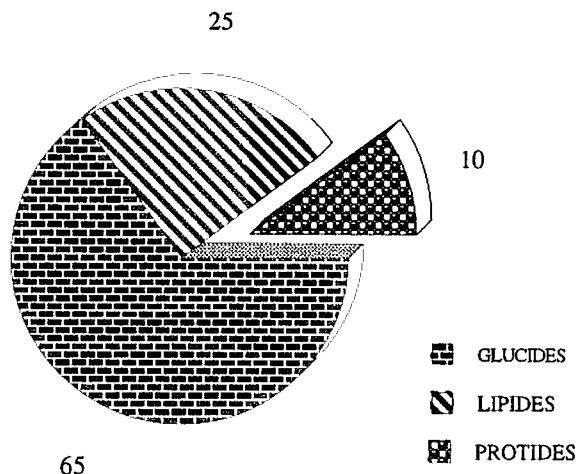


Fig. 1. Moyenne nationale pour l'année 1982.

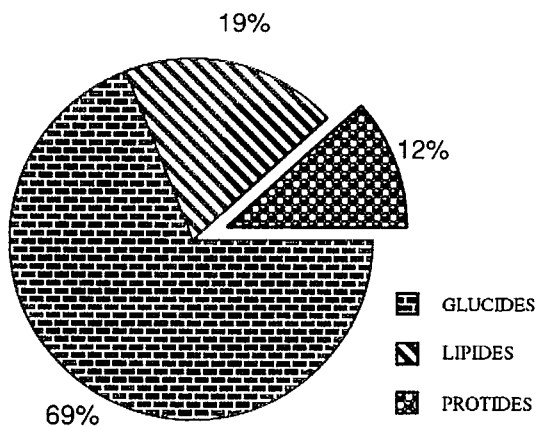


Fig. 2. Moyenne nationale de 1991.

Comparé aux chiffres de 1982 (Fig. 1), le zaïrois consomme de plus en plus de glucides en 1991 (Fig. 2) même si le pourcentage en protides s'est amélioré et ce grâce à la consommation plus accrue du gibier, des insectes et de la viande importée (le kappa, dont la qualité laisse à désirer) et de la volaille importée (Tableau 2). Il faut regretter cependant une baisse de la consommation des légumineuses dont l'apport en protides pour l'année 1982 était de 50% alors qu'en 1991 elle avoisine 43.8% seulement.

Comparé à la Côte d'Ivoire, en 1986, le Zaïre exploite 7 millions d'hectares de terres arables par rapport à 4,17 millions d'hectares qu'exploitent respectivement ces deux pays. Toute la différence se fait sentir en termes de population agricole que le Zaïre emploie près de 22 millions par rapport à 6 millions de personnes pour

exploiter les superficies des terres arables citées ci-haut.

En d'autres termes, au Zaïre 3 personnes exploitent un hectare contre 1.3 personnes en Côte d'Ivoire pour la même superficie.

Mieux encore, le Zaïre aurait plus de 68,1% de population dans l'agriculture contre 59% en Côte d'Ivoire. Non seulement le zaïrois recourt encore à des méthodes archaïques, et conséquemment son rendement est médiocre, mais il a même du mal à écouler sa maigre production vers les grands centres de consommation.

Ainsi donc, le commun des zaïrois mange mal. Les chiffres de la FAO (1986) montrent que le Zaïre se situe un peu avant l'Ethiopie et la Somalie. La seule différence est qu'il est défendu de filmer certains cas de malnutrition au Zaïre et qu'en fait, les statistiques réelles de ce pays n'ont jamais été objectivement portées à la connaissance de l'opinion internationale.

Pour preuve, examinons les chiffres suivants: en ce qui concerne les moyens de production, nous citerons à titre d'exemple, les tracteurs; le Zaïre ne dispose que 2.250 tracteurs pour exploiter 7 millions ha alors que le Kenya et la Côte d'Ivoire en ont respectivement 7 millions et 3,3 millions pour 2,35 millions et 4,17 millions ha.

La Belgique /le Grand Duché de Luxembourg et les USA disposent respectivement 117 millions et 4,676 millions tracteurs qui exploitent des superficies de 806 millions ha et 189,915 millions ha soit une moyenne respective de 1 tracteur pour 7 et 41 ha. L'agriculteur européen (des Etats membres de la CEE) utilise donc plus de tracteurs que son homologue américain pour une même étendue d'exploitation.

Comparée aux USA, la Communauté Economique Européenne (CEE) a plus de population agricole économiquement active (10,9% contre 2,7% aux USA) pour un rendement respectif de 4.137 et 4.706 kg de céréales par hectare exploité. En d'autres termes, malgré le nombre très élevé de tracteurs et de personnes engagées dans l'Agriculture européenne, l'agriculture américaine fait mieux.

Parmi les pays de l'Union économique européenne (UEE, ex-CEE), seule la Belgique emploie un faible pourcentage de population agricole (2,2%) par rapport aux USA (France 6,4%, Allemagne 4,3% et l'Afrique 70,7%).

D'autres intrants agricoles dont la liste serait trop longue à reproduire à savoir, les anticoagulants, les triazines, les composés cupriques, les carbamates insecticides, le parathon, les toxaphènes, les herbicides, les fongicides et la qualité des graines sont autant de produits inconnus de notre agriculture par rapport à l'agriculture au Kenya, au Burundi, au Rwanda, au Sénégal, au Soudan, au Niger et dans tant d'autres pays de l'Afrique noire. Le Tableau 3 (Fig. 3) des éléments comparatifs des disponibilités alimentaires par personne et par jour, du commun des zaïrois par rapport à son homologue de quelques pays de l'Afrique noire (1985).

Qui mange mieux que l'autre, s'interrogerait-on. Le mieux serait plutôt de chercher à savoir pour quel effort de travail journalier telle ou telle personne adulte consomme-t-elle autant? De toute évidence, ces chiffres ne peuvent être mieux compris qu'en les confrontant aux besoins recommandés d'une part, par la FAO (1986) et d'autre part, par Lambert (1993). Ces besoins, pour un homme adulte sont résumés dans le Tableau 4 ci-dessous et qui reprend les besoins journaliers par personne adulte et par jour.

Tableau 3. Eléments comparatifs des disponibilités alimentaires par personne et par jour, du commun des zairois par rapport à ses homologues de quelques pays de l'Afrique noire (FAO, 1986).

Eléments	ZAIRE	COTE D'IVOIRE	KENYA / BURUNDI	B. L / USA
CALORIE				
P. végétaux (1)	2.095	2.304	1.951/2.166	2.214/2.388
P. animaux (1)	59	144	211/50	1.481/1.264
PROTEINES (2)				
Végétaux	27,4	39,3	44,5/67,8	38,9/35,1
Animaux	6,1	11,5	13,5/3,5	64,5/69,3
LIPIDES (3)				
Végétaux	31,5	38,7	24,9/24,2	52,1/69,4
Animaux	3,1	7,9	13,1/3	127,6/97,6
CALCIUM**				
Végétaux	310	233	166/380	189/171
Animaux	16	78	206/46	578/688
FER**				
Végétaux	12,6	11,2	12,2/22,2	9,8/8,7
Animaux	0,7	1,5	1,8/0,4	7,3/4,3
Rétinol*	24	105	195/94	726/462
EQ. en B CAROTENE*				
Végétaux	8.091	8.295	1.721/3.837	3.770/3.027
Animaux	5	27	62/10	283/185
EQ. RETIONEL* (ret + 1/6b-car. equiv.)				
Végétaux	1.349	1.382	287/640	628/505
Animaux	25	110	205/86	773/493
THIAMINE**				
Végétaux	0,95	1,34	1,54/1,96	0,92/0,84
Animaux	0,04	0,09	0,11/0,04	0,88/0,65
RIBOFLAVINE**				
Végétaux	0,53	0,59	0,57/1	0,59/0,55
Animaux	0,06	0,2	0,38/0,09	1,33/1,16
NIACINE**				
Végétaux	10,6	13,6	10/16	11,4/10,7
Animaux	1,4	3,1	3,2/0,7	11,6/10,6
ASC. ACID.**				
Végétaux	114	211	50/107	110/151
Animaux	—	1	2/—	7/5
Céréales***	857	1.001	1.779/1.189	6.147/4.706
Fruits et légumes (× 1.000 MT)	2.572	1.980	682/1.836	398/22.906

B.L.: Belgique et Luxembourg; (1): Calories par pers./j.; (2): et (3): g/pers./j.; *: µg/pers./j.; **: mg/pers./j.; ***: rendement kg/ha.

Ces quelques exemples chiffrés suffisent à démontrer que le Zaïre ne joue plus son rôle d'antan d' "african Sub-saharian agriculture leader country" des années 1950 et 1956 (Michiels & Laude, 1938 et Van Den Abeele & Vandenput, 1956), ce qui révolte le zairois averti. Une bonne partie de l'explication réside dans les moyens alloués à ce Ministère de l'Agriculture comparé aux deux autres cités ci-

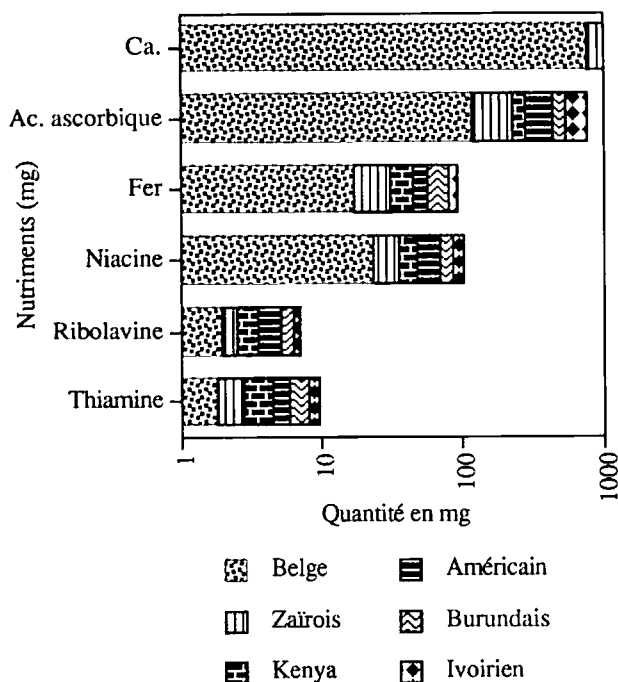


Fig. 3. Consommation par nation de quelques nutriments d'origine animale et végétale.

Tableau 4. Besoins journaliers par personne adulte et par jour.

Nutriments	Besoins/pers./j. (total vég. + anim.)
Protéines	56 g
Lipides	40 à 65 g
Calcium	800 mg
Ac. ascorbique	45 à 80 mg
Fer	15 à 18 mg
Niacine	13 mg (13 EN/1,000 kcal)
Rétinol	1 g
Riboflavine	1.6 mg
Thiamine	1.4 mg

haut.

La plus grande erreur politico-économique sous la deuxième République est incontestablement la zaïrianisation dont les effets néfastes sur l'économie du pays se feront encore sentir pour longtemps.

Vingt quatre ans après les mesures de zaïrianisation l'agriculture zaïroise continue à faire les frais, en commençant par la diminution de son budget et par la rareté des pièces de rechange (du charroi automobile et des industries agro-industrielles) sur le marché. Ainsi donc, la politique de financement de ce secteur

n'a pas changé jusqu'à ces jours. Bref, l'agriculture zaïroise ne constitue pour le pouvoir, ni une priorité et encore moins un secteur privilégié. Les possibilités financières allouées à ce secteur ne contribuent en rien à tirer l'agriculture zaïroise du gouffre de la zaïrianisation.

Ce coup fatal porté à son système d'approvisionnement, de production et de commercialisation, affectera encore pour longtemps ce grand malade de l'économie zaïroise (Gossens et al., 1994). La différence est donc flagrante. Il ne faut pas s'attendre à des miracles lorsqu'un ministère ne recoit que 48,18% (chiffres de 1975, si l'on considère le rapport DE/PA) de ses prévisions préalablement tronquées, car une limite budgétaire est aussi imposée dès l'annonce des prévisions budgétaires de l'année suivante.

Cette insuffisance de moyens financiers n'a fait qu'aggraver davantage les contraintes (Berthelemy & Morrision, 1989; Muzigwa, 1991) au développement du secteur agricole dont voici des exemples:

- (1) Les carences en intrants agricoles (l'incapacité des agriculteurs à renouveler et à sélectionner leurs semences, à s'équiper en outils appropriés, à se procurer des engrais, des pesticides et autres herbicides);
- (2) Le non respect du calendrier agricole (le retard dans la libération des fonds alloués à un type de culture ne peut-être reporté que pour l'année suivante);
- (3) Le régime foncier non adapté parfois au contexte socio-culturel d'une Ethnie (le fait qu'une tribu ou une Ethnie reste propriétaire du sol si bien qu'aucun étranger n'a le droit de s'installer dans un village pour exploiter une terre appartenant à la tribu ou à l'Ethnie);
- (4) La faiblesse institutionnelle d'encadrement (l'insuffisance du nombre d'agronomes spécialisés dans les zones à vocation agricole due au fait que l'Etat zaïrois n'a jamais doté ces localités d'une infrastructures d'accueil capable d'attirer les jeunes cadres universitaires);
- (5) L'absence institutionnelle de crédit supervisé (les institutions financières, bailleurs des fonds aux petits agriculteurs n'existent pas dans ce pays; seules les petites et moyennes entreprises peuvent bénéficier parfois de crédit auprès de la SOFIDE, de la Banque de Crédit Agricole et du ministère du Plan);
- (6) Les voies et moyens de communication (ceci reste l'élément le plus déterminant; aucune route d'intérêt national n'a été construite dans ce pays depuis l'indépendance; conséquemment, les échanges inter-régionales sont inexistantes; les produits pourrissent en milieu rural dans un rayon de 200 à 800 km de grands centres urbains; les routes sont souvent des pistes impraticables pendant la saison des pluies; aucune ligne téléphonique entre les localités et encore moins entre les régions, une seule ligne de chemin de fer qui date du temps colonial et qui se limite à 3 régions, suite à des éboulements par manque d'entretien);
- (7) La distorsion des prix et le monopole de zone d'achat (pour certains centres la libéralisation des prix est effective alors que dans d'autres il y aurait blocage des prix; ce phénomène pénalise surtout les petits agriculteurs) (Gossens et al., 1994);
- (8) L'absence d'une politique de développement communautaire (l'agriculture est confrontée à d'autres difficultés pour sa survie même: les problèmes de soins de santé primaire, pas de dispensaire ni d'hôpitaux dans un rayon de plus ou moins 50 km dans les villages zaïrois et la répartition des écoles qui s'inscrit dans le même

schéma et enfin, les routes de desserte agricole jamais entretenues).

Bref, l'agriculture zaïroise sous la deuxième République n'a pas produit les faits escomptés à savoir, un impact à l'emploi, une capacité à répondre aux besoins de la population et enfin elle n'a pas su générer des devises par l'exportation des excédents de sa production aux pays voisins. Nous n'évoquerons à titre comparatif qu'un seul produit, l'huile de palme et ses sous-produits.

C'est un des produits agricoles qui, au Congo belge occupait la 1ère place en Afrique et la 2ème dans le monde entre les années 1939 et 1956 (Tableau 5).

Van Den Abeele & Vandemput (1956) font remarquer qu'en 1956 la production mondiale était de 3.144.000 tonnes. La part du Congo belge et du Rwanda-Urundi était de 1,7%. Les chiffres de 1977 se passent de tout commentaire. Pour l'huile de palme, la quantité exportée est passée de 111.882 tonnes en 1971 à 6.154 tonnes en 1981. En 1986, ces chiffres tombent à 1.885 tonnes seulement, soit un manque à gagner en devises de 98% par rapport à l'année 1971 (une année avant la zaïrianisation) (Projet PNUD/FAO-ZAI/84/008).

Nous référant de nouveau à Van Den Abeele & Vandemput (1956), glissons ici d'autres tableaux comparatifs pour les dérivés de ce même produit (Tableau 6).

Ce produit, avec ses dérivés (amandes palmistes, huile de palmiste), occupait une place de choix dans les exportations du Zaïre comme en témoigne les tableaux suivants (Tableau 7).

Tableau 5. Huile de palme.

Année	Quantité (tonnes)	Valeur en FB
1939	35.474	180.428.000
1954	42.239	1.524.036.000
1955	41.400	1.596.100.000
1956	55.000	1.834.392.000

Source: Michels & Laude (1938) et de Van Den Abeele & Vandemput (1956).

Tableau 6. Huile de palmiste.

Année	Quantité (tonnes)	Valeur en FB
1939	72.000	99.000.000
1954	140.186	1.256.983.000
1955	150.000	1.495.295.000
1956	152.000	1.646.000.000

Tableau 7. Amandes palmistes.

Année	Quantité (tonnes)	Valeur en FB
1939	84.778	76.015.076
1954	71.807	472.131.000
1955	63.000	357.000.000
1956	35.000	205.000.000

La production pour ce sous-produit est passée de 31.060 tonnes en 1978 à 12.832 tonnes en 1986.

S'agissant d'autres cultures agro-industrielles, pour la plupart zaïrianisées, seuls les cafés robusta et arabica ont accusé une hausse respective de l'ordre de 3,83 et de 10,47% dans la période allant de 1978 à 1986. Projet PNUD/FAO-ZAI/84/008, 1987. Ce qui peut-être considéré comme médiocre car les chiffres de 1958 se passent de tout commentaire.

DISCUSSION

Les données de ces tableaux confirment que les Départements (ou Ministères) ne sont pas d'importance égale et que seules certaines options politiques pourraient justifier une telle attitude. En effet, en termes d'exécution des programmes, certains Départements font plus entendre leurs besoins, jusqu'à bénéficier de 80% de leur demande.

Nous référant au B.O. (en termes de dépenses prévues) entre les années 1973 et 1981, le budget de la Défense Nationale varie entre 6,39 et 17,64% soit 12,02% (du budget total de l'Etat) contre 1,88% alloué à l'agriculture (Banque du Zaïre, 1970-1983). Au cours de la même période, le budget de la Défense intervient pour 10,09% contre 2,01% pour l'Agriculture (des dépenses réellement engagées). L'attention que l'Etat zaïrois accorde au secteur Energie est sans égale.

Pour preuve, les proportions de l'Energie dans le budget total varient entre 10,88 et 55,36% soit une variation moyenne de 31,26% contre 6,53% pour l'agriculture (Banque du Zaïre, 1970-1983). Pire encore, l'analyse faite par PNUD/FAO (1987) à Kinshasa (au Zaïre) rapporte que les experts affectés dans les projets agricoles de développement engloutissent plus ou moins 60% du fond de contre partie alloué à ces projets. L'agriculture zaïroise ne peut que faire piètre figure face à l'explosion démographique évaluée à 2,19%/an.

QUELLE EST LA PART DE RESPONSABILITE DE L'OCCIDENT DANS CETTE CRISE AGRAIRE DE L'AFRIQUE ET DU ZAIRE EN PARTICULIER?

La solution au problème actuel de malnutrition dans les pays du Tiers-Monde nécessite le concours de moyens divers et appropriés, de préférence les moins onéreux, non seulement sur le plan de l'infrastructure technologique mais aussi au niveau des investissements et du coût de fonctionnement pour ces pays trop endettés.

La logique capitaliste veut qu'on produise pour ces pays au lieu de leur apprendre à produire. Cette dépendance voulue, et parfois même recherchée de part et d'autre, au nom de la coopération bilatérale, constitue aujourd'hui l'arme la plus efficace au service de l'impérialisme occidental.

I. Protectionnisme Européen

En effet, il convient de souligner que la crise économique mondiale, accentuée dans ces pays par l'imposition des prix à leurs matières premières, et la détérioration des termes d'échanges ne font qu'aggraver les conditions déjà misérables dans ces pays en développement. Les consommateurs européens paient encore de nos jours le kg du café au même prix qu'en 1975, pour ne citer que ce produit agro-industriel.

D'ailleurs, d'aucuns se demanderaient finalement ce que signifient pour eux les avantages comparatifs de l'Afrique quand ses produits d'exportation sont menacés par le protectionnisme.

Ensuite que signifient-ils quand sa production vivrière est concurrencée par des céréales fortement soutenues par les Etats développés?; et que signifient-ils enfin quand les termes de l'échange durement défavorables lui sont imposés?

En analysant le sens profond d'une telle pensée, on peut alors comprendre pourquoi l'Afrique met plus de temps à se développer par rapport à l'Europe s'il faut continuer à concentrer tous les efforts sur l'agriculture industrielle (du café, de quinquina, de thé, de l'hévéa, du caoutchouc, et du cacao), la seule qui intéresse encore l'Occident, et qui constituent le gros des produits agricoles d'exportation. Les Etats de l'Afrique noire, et du Zaïre en particulier, devraient réserver autant de moyens sinon davantage à l'agriculture vivrière où le paysan abandonné à lui même doit tirer son plan.

II. Insuffisance de l'Aide au Développement

Il est triste de constater que l'Europe occidentale n'a pas encore compris, près d'un demi siècle après, ce que les Etats-Unis ont réussi en sa faveur, juste après la 2ème guerre mondiale. En effet, pour permettre à l'Europe anéantie et appauvrie à la sortie de cette guerre, de pouvoir acheter les produits américains, il a fallu relancer d'abord l'économie européenne: d'où le plan Marshall dont les effets se font encore sentir. Aujourd'hui, le "Tiers-Mondiste," et en particulier l'africain, n'est pas à mesure de se payer les produits européens. C'est voulu, mais pour combien de temps encore acceptera-t-il cette situation?

Conséquemment, l'africain du sud du Sahara consomme plus de produits asiatiques (Taïwanais, Coréens, Chinois et Japonnais) qu'euro péens.

L'Europe doit comprendre que son tour de céder est venu, afin de garantir l'emploi et l'équilibre économique mondial. Ce serait là les effets palpables d'un franc dialogue Nord-Sud.

En décembre 1989, la signature de la Convention ACP (Afrique-Caraïbe et Pacifique)-CEE n'a pas été facile. De toutes façons, même avec ce Lomé IV, la situation économique du continent africain reste catastrophique. L'avarice de la CEE face à la "Derive de l'Afrique Noire" ne se justifie pas. Que dire en effet de ces chiffres d'aide au développement que propose la CEE, à savoir 12 milliards d'ECU pour les 5 ans à venir, soit 5 ECU/hab./an (les 69 Etats d'ACP comptent 450 millions d'habitants). Au même moment la CEE décide de US\$ 80/hab./an pour les pays de l'Est. Les européens ont-ils oublié que pour leur permettre de

relancer leur économie, à la sortie de la II^{ème} guerre mondiale, les américains leur accordèrent (plan Marshall de 1946) US\$ 1.000 par tête d'habitant.

Pourtant, la situation économique de l'Afrique noire est pire que celle de l'Europe après la II^{ème} guerre mondiale. En 1987, l'aide alimentaire représente 42% de l'ensemble de l'aide au développement. D'ailleurs, vu l'insuffisance de cette aide, elle sert plus à lutter contre la famine qu'à initier de nouveaux projets destinés à renforcer la production agricole locale (Neel, 1993).

III. Imposition d'un Type de Projets Agricoles Qui ne Tinennent pas Compte des Necessites Urgentes à l'Echelle Tant Regionale Que Nationale

L'aide au développement du secteur agricole doit se faire avec et pour les concernés (Hobblink, 1993). De plus chaque pays devrait pouvoir fixer ses priorités de relance agricole et choisir librement le créneau à suivre pour rencontrer les bailleurs de fonds qui lui conviennent pour financer ses projets agricoles (Persley, 1993). Malheureusement ces bonnes déclarations, assez récentes, sont rarement suivies.

Entre 1984 et 1988, le Ministère de l'Agriculture du Zaïre comptait plus de 42 projets agricoles qui ne répondaient pas aux besoins urgents de la population agropastorale mais plutôt à la nécessité de ceux qui les avaient initié et financé (Muzigwa, 1991). Ces projets ont pourtant englouti des millions de dollars pour lesquels l'Etat zaïrois est aujourd'hui endetté. D'ailleurs, on se demande si pour le cas du Zaïre la thèse de Binswanger (1986) ne trouverait pas tout son sens à savoir:

Là où la terre est abondante, la densité de la population peu élevée, et la culture itinérante dominante, c'est une erreur d'investir dans les projets qui essaient d'augmenter la productivité de la terre...l'accès aux marchés et les infrastructures de transport et de commercialisation sont les formes d'investissement les plus indiquées.

CONCLUSIONS

Alors que l'agriculture a toujours été le fondement de la relance économique de toutes les grandes puissances, pour l'Afrique, cette réalité est constamment bafouée par les partenaires européens qui ne manifestent pas d'une manière tangible la volonté de soutenir l'agriculture africaine. Conséquemment, les effets entraînés par la stagnation du secteur agricole se résument comme suit:

- (1) L'insuffisance de la production par rapport à l'explosion démographique. La production agricole ne s'accroît que de 1,44% alors que celle de la population est de 2,84% entre 1971 et 1984;
- (2) L'accroissement des importations des produits alimentaires. Le cas du poisson est le plus éloquent. Plus de 300 millions de dollars américains (US\$) qui sortent chaque année pour compenser le déficit alimentaire en ce domaine (Service d'Etudes de la Présidence "S.E.P." (1986) rapporte 111.000 tonnes de poissons importés);
- (3) La détérioration du pouvoir d'achat des agriculteurs;

- (4) L'exode rural;
- (5) La fréquence accentuée des maladies de déficience alimentaire (Kwashiorkor, marasme, goître endémique, crétinisme et même des cas de lenteur de croissance chez les enfants);
- (6) Taux élevé de décès dûs à l'affaiblissement d'un organisme démuné de tout mécanisme de défense (incapacité de fabriquer les anticorps nécessaires contre toute attaque microbienne);
- (7) Espérance de vie très réduite au Zaïre;
- (8) La contribution de l'Agriculture et de l'Industrie artisanale au Produit national Brut (PNB) n'a fait que regresser. L'apport du secteur agricole est passé de 22,5% (en 1958) à 9,5% (en 1972, conséquences de zaïrianisation) et en 1984 il ne sera que de 16,9%. Quant au secteur d'industrie artisanale, sa contribution est passée de 12,6% (en 1966) à 2,5% (en 1984) (Kalala, 1989).

A la lumière de ce qui précède, les avis sont partagés quant à l'hypothèse selon laquelle la sous-alimentation et la famine sont souvent causées par un manque de pouvoir d'achat, par la pauvreté et la distribution inégale des revenus. Car, il convient de souligner que même dans les villages où les problèmes de distribution et même de pouvoir d'achat ne se posent pas (possibilité de troc), la sous-alimentation, la famine, la malnutrition et les maladies qui y sont liées font ravage chez les enfants. Ce qui implique tout de même une certaine insuffisance de production et un manque de diversité de produits agricoles locaux.

Ainsi donc, à la question de Carr (1971), à savoir, "*Agriculture research or Extension service: which has failed?*" nous dirons qu'en ce qui concerne l'Afrique noire ni l'une ni l'autre n'a jamais tenu compte des réalités quotidiennes auxquelles est confronté le paysan.

Richards (1985) nous rapporte que dans ses préoccupations quotidiennes l'agriculteur africain bien que pauvre, il fait preuve d'esprit d'innovation et de conservation de l'équilibre de la nature. On peut d'ailleurs se demander si pour un type des cultures, en Afrique noire, la science ne ferait pas mieux de suivre plutôt que de conduire car le modèle de populisme agraire qui constitue la clé de voûte d'une mono-production apparente est souvent accompagnée d'une pluri-activité informelle.

Ces mono-productions agricoles jouent pourtant un rôle prépondérant dans les économies à forte densité démographique et surtout dans les régions enclavées (Mahieu, 1992). Le seul inconvénient est qu'elles échappent à l'ajustement structurel macro-économique.

Cependant, elles constituent un modèle de développement alternatif, un anti-modèle vis à vis de l'Occident, mais une sorte de replique pour la survie de ces populations, une contre réaction et enfin une réponse à l'Etat et aux Institutions Internationales qui veulent imposer un modèle d'organisation à ces économies enclavées (du tiers-monde) alors qu'elles ne donnent pas à ces Nations les moyens et les possibilités de le faire.

D'ailleurs, il apparaît ici que la dimension sociale du développement est confondu avec la lutte contre la pauvreté et les inégalités sociales (BIRD, 1990).

REMERCIEMENTS Tout ce travail n'a été possible que grâce au concours financier de la Coopération belge, j'ai cité, l'AGCD et de l'Université de Liège (Laboratoire de Démographie des Poissons et d'Aquaculture Expérimentale) qui ont accepté de supporter notre voyage et le séjour d'étude au Zaïre (de Juillet à Octobre 1988 et de Septembre à Décembre 1991).

Nous sommes très reconnaissant au concours de l'USAID, PNUD/FAO et du Bureau de l'UNICEF à Kinshasa-Zaïre, au Service de documentation du Ministère de l'Agriculture et de la Banque du Zaïre pour les informations appréciables mises à notre disposition.

REFERENCES

- Banque du Zaïre. Rapports annuels, 1970–1983.
- Berthelemy, J. C. & C. Morrision 1989. Crise agricole et pénurie de devises en Afrique. *Revue Française d'Economie*, pp. 3–30.
- Binswanger, H. 1986. Evaluating research system performance and targeting research in land-abundant areas of Sub-saharian Africa. *World Development*, vol. 14(4): 469–475.
- BIRD 1990. Making adjustment for poor. BIRD/DSA, Washington.
- Carr, St. 1971. Agriculture research or extension services: which has failed? *Rural African*, n° 6: 1–5.
- FAO 1986. Division des statistiques et de productions agricoles de la FAO. *Year Book*, Vol. X: 208.
- Gossens, F., B. Minten & E. Tollens 1994. *Nourrir Kinshasa*. l'Harmattan, Paris.
- Hobbelink, H. 1993. Biotechnology and agriculture in world perspective. *Solutions for a Global Village*, n° 1: 1–5.
- Kalala, K. 1989. Actual situation of agriculture in Sub-saharan Africa: the case of Zaïre. *African Study Monographs*, 10(1): 1–38.
- Lambert, A. E. 1993. *Les Nutriments et la Sante*. Tome. 1. Faculté de Médecine, Université Catholique de Louvain.
- Mahieu, F. R. 1992. Economie enclavée, mono production et ajustement structurel. *Enjeux Nationaux et Dynamiques Régionales dans l'Afrique des grands Lacs*. Groupe de recherche sur les sociétés africaines. IURA CNRS, *Tiers-Monde/Afrique*, n° 363: 59–74.
- Michiels, A. & N. Laude 1938. Congo belge et Rwanda-Urundi. *Géographie et Notice Historique*. Editions Universelles, Bruxelles.
- Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MADR) 1987. Etudes régionales pour la planification agricole. Rapports synthèses. Div. de stratégie et de planification agricole. *Project 660-070-USAID*. Pragma Corp.
- Muzigwa, K. 1991. Peche, pisciculture et développement. "L'Expérience du Zaïre" *Bilan et Perspectives, Août, 1991*. Données de base pour l'élaboration d'un plan directeur d'aquaculture nationale et pour la complémentarité de la pêche et de la pisciculture. *P.U.L.* pp. 121.
- Neel, H. 1993. Dimension. *AGCD*, n° 3: 10–15.
- Persley, G. J. 1993. *Polices and Programs of the World Bank in Biotechnology*. Solutions for a global village, 1993. n° 1: 8–9.
- Projet PNUD/FAO-ZAI/84/008 1987. Système permanent de collecte des statistiques agricoles. Quelques données statistiques de l'Agriculture zaïroise. Service d'Etudes et de Planification. Division des stat. agricoles. Déc. 1987.
- Richards, P. 1985. *Indigenous Agricultural Revolution, Ecology and Food Production in West Africa*. Hutchinson, London.

Service d'Etudes de la Présidence (S.E.P.) 1986. *Conjoncture Economique, 1978-1988.*
Van Den Abeele, M. & R. Vandenput 1956. *Les Principales Cultures du Congo belge.*
Bruxelles.

———Accepted *October 7, 1994*

Author's Name and Address; MUZIGWA Kashema, *Université de Liège, CERER-Pisciculture, 10, ch. de la Justice, 4500 Tihange, Belgique.*